

<https://www.amessi.org/le-medecin-qui-empoisonne-les-laboratoires>



# Le Médecin qui empoisonne les Laboratoires

- SCANDALES MEDICAUX-MEDICAMENTEURS



Date de mise en ligne : dimanche 30 mars 2014

---

Copyright © AMESSI.Org® Alternatives Médecines Évolutives Santé et

Sciences Innovantes ® - Tous droits réservés

---

**Rémunération d'experts, mise sous silence des effets secondaires de certains médicaments... Dans son livre [rouge] « Omerta dans les labos pharmaceutiques » [/rouge], le médecin [rouge] Bernard Dalbergue [/rouge] raconte les manipulations dont il a été témoin pour faire passer en force des médicaments. Il dénonce un système aux dérives abjectes, et parfois mortelles.**

## Sommaire

- [Je suis médecin avec une carrière de plus de vingt années dans l'industrie pharmaceutique à des postes de management marketing et médical. J'ai été licencié par mon dernier employeur parce que je me suis élevé contre des pratiques mettant en danger la vie des malades et interdites par la loi.](#)
- [Les magouilles des industriels pour autoriser des médicaments](#)
- [Des sommes astronomiques dépensées pour acheter des médecins](#)
- [Étude clinique : 2500 euros par patient ; contrat de consultant : 25 à 30.000 euros par an pour quelques heures de travail dans l'année.](#)
- [Les effets secondaires passés sous silence par les labos](#)
- [Ces dérives entraînent plus de 18.000 morts chaque année en France](#)
- [Le cycle de vie du médicament est organisé comme une dictature](#)
- [Quel responsable ou formation politique aura le courage de lutter contre ce génocide silencieux et invisible ?](#)
- [VIDEOS : INTERVIEW du Dr Bernard Dalbergue](#)

## Table des matières

- [Je suis médecin avec une carrière de plus de vingt années dans l'industrie pharmaceutique à des postes de management marketing et médical. J'ai été licencié par mon dernier employeur parce que je me suis élevé contre des pratiques mettant en danger la vie des malades et interdites par la loi.](#)
- [Les magouilles des industriels pour autoriser des médicaments](#)
- [Des sommes astronomiques dépensées pour acheter des médecins](#)
- [Étude clinique : 2500 euros par patient ; contrat de consultant : 25 à 30.000 euros par an pour quelques heures de travail dans l'année.](#)
- [Les effets secondaires passés sous silence par les labos](#)
- [Ces dérives entraînent plus de 18.000 morts chaque année en France](#)
- [Le cycle de vie du médicament est organisé comme une dictature](#)
- [Quel responsable ou formation politique aura le courage de lutter contre ce génocide silencieux et invisible ?](#)
- [VIDEOS : INTERVIEW du Dr Bernard Dalbergue](#)

v

**Je suis médecin avec une carrière de plus de vingt années dans l'industrie pharmaceutique à des postes de management marketing et médical. J'ai été licencié par mon dernier employeur parce que je me suis élevé contre des pratiques mettant en danger la vie des malades et interdites par la loi.**



Le médicament, depuis sa naissance, son développement, son autorisation, sa commercialisation et son contrôle, voire sa répression, obéit aux lois de la dictature : tout le processus est aux mains d'un très petit nombre de décideurs, sans aucune transparence, contrôle ou répression efficace. C'est ce que j'ai voulu dénoncer.

## **Les magouilles des industriels pour autoriser des médicaments**

Protégé par des brevets, le médicament ne peut être commercialisé ni développé pour autre chose que les intérêts financiers de la firme qui le possède pour des années. Toute autre utilisation jugée non rentable par l'industriel restera lettre morte faute de financement, quel que soit l'intérêt de santé publique.

Les industriels développent eux-mêmes les médicaments et peuvent facilement truquer les résultats, en exagérant l'efficacité tout en passant à la trappe les effets secondaires dangereux voire mortels. Les agences de contrôle du médicament peuvent être facilement abusées par des industriels tricheurs.

En effet, les résultats de dizaines de milliers de données des études cliniques d'un médicament peuvent être facilement orientés dans un sens favorable pour obtenir son autorisation, les aspects moins glorieux ignorés à la discrétion d'un industriel non éthique.

De grands médecins internationaux dits « leaders d'opinion » rémunérés par les industriels valident ce travail mais n'ont pas accès aux données sources protégées par le secret et ne l'obtiennent qu'exceptionnellement. Ils ne pourront pas rendre publiques des informations en défaveur du médicament sans l'autorisation de l'industriel et ne peuvent passer outre sans risquer de sévères poursuites en justice.

Ces leaders d'opinion valident et signent les publications préparées par les industriels qui les soumettent aux grandes revues médicales. Ils sont rémunérés et se voient en France attribués des avantages pour faire avancer leur carrière hospitalo-universitaire.

## Des sommes astronomiques dépensées pour acheter des médecins

Il est facile de rémunérer les leaders d'opinion en échange d'activités contractuelles ! Ils n'ont aucun financement public pour mener à bien leurs travaux de recherche. J'étais le responsable désigné par un laboratoire pour la validation finale et le paiement de toute somme en contrepartie d'un contrat passé avec ces leaders d'opinion.

**Étude clinique : 2500 euros par patient ;  
contrat de consultant : 25 à 30.000 euros par  
an pour quelques heures de travail dans  
l'année.**

J'ai refusé de travailler avec l'un de ces consultants et un autre pour rémunérer une étude clinique alors qu'ils étaient respectivement dans le même temps experts de l'agence française du médicament (ANSM) et l'agence européenne (EMA) pour autoriser le Victrelis. Tout a été rendu public dans les journaux « Libération » et « Le Monde » en février 2014.

L'ANSM et l'EMA désignent des experts médecins pour autoriser les médicaments. Ces experts sont parfois dans le même temps payés par l'industriel avant, pendant et après leur décision pour d'autres travaux uniquement justifiés par la lutte d'influence et sous une forme juridique de contrats permettant leur non diffusion publique.

En toute opacité, personne ne peut savoir qui sont ces experts, s'ils ont touché de l'argent du laboratoire et combien. Aux États-Unis, ces informations ont été rendues publiques depuis une dizaine d'années suite à de retentissants scandales sanitaires. En Europe, l'EMA a déjà été fragilisée par la révélation en avant de conflits d'intérêts.

## Les effets secondaires passés sous silence par les labos

Les premières évaluations de l'EMA en vue d'une autorisation de commercialisation sont discutées avec les industriels et ceux-ci peuvent largement influencer les décisions. Pour l'Europe, deux pays sont mandatés. En cas de refus par l'un des deux, c'est l'autre qui l'emportera le plus souvent. Des sommes astronomiques sont dépensées chaque année par des lobbyeurs européens professionnels dans le domaine de la santé.

Une autorisation de commercialisation peut être donnée à la condition de surveiller certains paramètres jugés

potentiellement dangereux pour les patients, tels des effets secondaires. Ces plans de gestion des risques sont entièrement financés, pilotés, surveillés et les résultats fournis par les industriels eux-mêmes.

La pharmacovigilance européenne n'existe pas encore dans les faits. Les différents pays européens ne remontent qu'à 1 à 10% des cas. S'ils souhaitent signaler un problème, c'est à l'Europe de décider du retrait du médicament, chose impossible pour aucun pays membre de l'Union européenne. La seule arme pour la France souhaitant limiter l'usage d'un médicament est de ne plus le rembourser.

L'Europe ne peut que difficilement reconnaître la responsabilité d'un médicament avec des morts ou des effets secondaires graves car ce serait condamner le laboratoire à des poursuites et des indemnités énormes. Celui-ci poursuivrait alors à son tour en justice la communauté européenne sur la base de tout un tas de directives sur la liberté du commerce.

## Ces dérives entraînent plus de 18.000 morts chaque année en France

**En France, la lenteur voire l'inertie de la justice à indemniser les victimes du médicament est notoire.**

Tout ce système ouvert aux dérives totalitaires les plus abjectes entraîne 18 à 30.000 morts chaque année en France, 200.000 en Europe. L'impunité est totale. La loi française ne prévoit que des peines symboliques pour des conflits d'intérêts prouvés et aucune peine de prison, ni pour les industriels ou les médecins.

Seule la justice pénale, longue et hasardeuse, peut poursuivre un laboratoire. Chaque malade doit apporter la preuve auprès de la justice et cheminer par tout un tas de commissions. Les class action (actions en justice d'un groupement de malades) ne sont pas autorisées en France alors qu'elles sont notoirement le meilleur moyen de faciliter les recours des victimes du médicament.

Lorsqu'un industriel fraudeur décide sciemment de cacher ou de trafiquer des résultats sur ses médicaments, il sera très difficile de s'en apercevoir en raison de l'organisation du système que j'ai décrit. Nombre d'experts sont en toute opacité payés, rémunérés par quelques industriels alors qu'ils donnent dans le même temps leur autorisation pour vendre les médicaments de ces mêmes industriels, créant ainsi des conflits d'intérêts expliquant que des médicaments pas plus efficaces mais plus dangereux que d'autres déjà existants soient prescrits aux malades.

## Le cycle de vie du médicament est organisé comme une dictature

De fait, le cycle de vie du médicament est aujourd'hui organisé comme une dictature : décisions non transparentes aux mains d'un petit nombre d'experts et de politiques facilement aveuglables, sans aucun contrôle ni répression dissuasive en cas de fraude volontaire d'un industriel du médicament qui contrôle, de fait, chaque étape amenant à la commercialisation d'un médicament.

Je suis le premier triple lanceur d'alerte du médicament ayant rendu publiques des preuves irréfutables de ces comportements condamnables (Stylo ViraféronPeg défectueux, affaire du Victrelis). La justice française possède tous les éléments pour faire la lumière et le législateur pourrait enfin assortir les lois déjà existantes de peines très

lourdes pour de futurs candidats fraudeurs.

Je demande au pouvoir exécutif de notre pays et aux représentants français élus à l'Assemblée nationale, au Sénat ou au Parlement européen de mettre en place deux mesures urgentes pour lutter contre les portes grandes ouvertes à cette corruption mortifère : transparence totale de tout lien d'intérêts et répression dissuasive.

Je ne suis pas le premier et ne serait pas le dernier lanceur d'alerte si la décision de rendre obligatoire et transparente toute décision sur le circuit de validation du médicament n'est pas prise.

**Quel responsable ou formation politique  
aura le courage de lutter contre ce génocide  
silencieux et invisible ?**

Ou sera-t-il impossible pour la démocratique Europe de lutter contre les agissements d'une minorité d'industriels malhonnêtes alors que la grande majorité de cette profession reste éthique et apporte un appui essentiel à la recherche et la découverte de médicaments indispensables pour la population ?

*Source : [leplus.nouvelobs.com](http://leplus.nouvelobs.com)*

**VIDEOS : INTERVIEW du Dr Bernard  
Dalbergue**